

SYNTHÈSE

STRATÉGIE DE PLAIDOYER AFRIQUE

DROITS ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS



Autrice :
W. Cécile THIOMBIANO/YOUGBARE

Contributeurices :
Elise Joisel
Anne Sinic
Anne Cheyron
Marie Lussier
Johanna Laburthe
Najat Lahmidi
Léa Gauthier
Stephanie Nguengang-wakap



Prélude

Cette stratégie est **conçue pour être** :

- Un guide de suivi des orientations stratégiques pour le plaidoyer DSSR en Afrique ;
- Un guide à l'appui technique et à l'accompagnement des équipes opérationnelles ;
- Une orientation sur les enjeux de renforcement des compétences des équipes opérationnelles en matière de plaidoyer DSSR en Afrique ;
- Une boussole de veille des évolutions des contextes (acteurs et enjeux) sur la thématique DSSR en Afrique.

Cette stratégie ne se substitue pas aux stratégies de plaidoyer des missions.

Introduction et justification

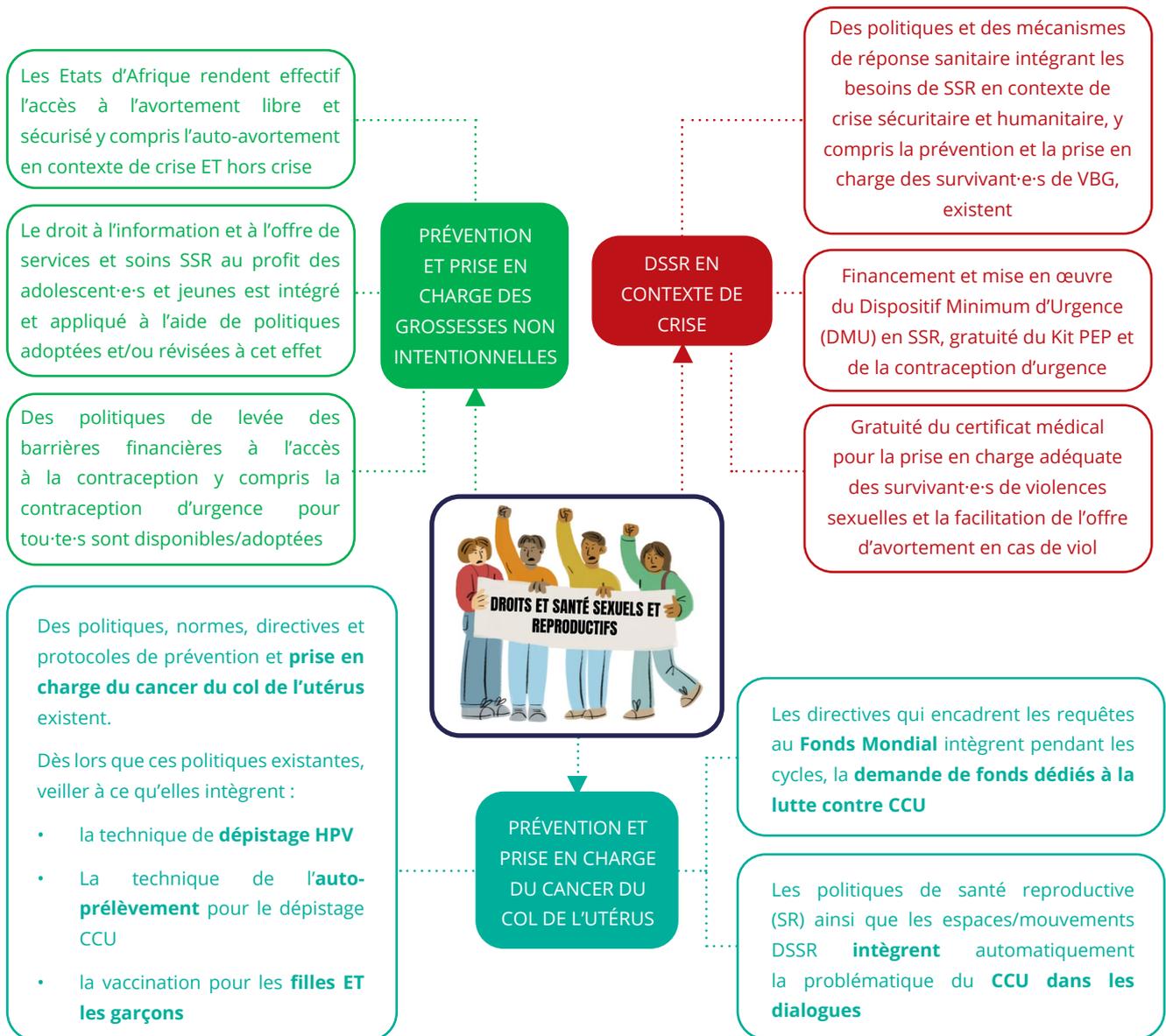
Les droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR) sont universels et impliquent **que toute personne puisse accéder à des services essentiels d'information, de prévention et de soins pour bien vivre et comprendre sa sexualité, pour être accompagnée dans ses choix et répondre à ses besoins.**

Les priorités d'action dans les programmes DSSR et les objectifs de plaidoyer sont définis en s'alignant sur les axes stratégiques DSSR globaux du positionnement unique de MdM ; À savoir notre engagement orienté sur :

- La prévention et la prise en charge des **Grossesses Non Intentionnelles (GNI)** ;
- L'accès aux **DSSR en contexte humanitaire avec une attention particulière à la lutte contre les violences sexuelles** ;
- La prévention et la prise en charge des Lésions Pré-Cancéreuses (LPC) du **Cancer du Col de l'Utérus (CCU)**.

- Recrudescence des violences sexuelles, physiques et psychologiques ;
- Inaccessibilité au certificat médical, à la contraception y compris à la contraception d'urgence.
- La faible couverture vaccinale des pays contre le CCU ainsi qu'une faible promotion de l'auto-prélèvement dans les approches de dépistage du CCU.
- Tabou et fortes barrières légales, sanitaires financières à l'accès aux soins et services de SSR en général.
- Des interventions sur les DSSR sont mis en oeuvre ou intégrées dans d'autres combats politiques au niveau des missions Afrique.

Nos demandes politiques régionales et articulations terrains



APPELLATIONS DU CONCEPT ECS DANS NOS PAYS D'INTERVENTION

Burkina Faso Education à la Vie Familiale	Côte d'Ivoire Education à la santé et à la vie saine
Ethiopie Education Complète à la Sexualité	Madagascar Education Complète à la Sexualité
Nigéria Vie familiale et éducation au VIH	République Centrafricaine Education Complète à la Sexualité
République Démocratique du Congo Education à la vie familiale	Tanzanie Education Complète à la Sexualité
Kenya Education Complète à la sexualité (ECS)	

Nos modalités d'action



L'EXPERTISE

Témoignages, veille et analyse politique, étude reposant sur des données concrètes, etc.



LES ALLIANCES

Animation de collectifs, élaboration de positions communes, renforcement de capacités, etc.



LES OUTILS DE COMMUNICATION/ MÉDIA

Communiqués de presse, médias sociaux, tribune, affichage public



LA MOBILISATION DE L'OPINION PUBLIQUE

Pétition, manifestation, campagne, etc.



LE LOBBYING

Réunions avec les décideur·euse·s, participation à des conférences politiques et techniques, etc.



LE CONTENTIEUX STRATÉGIQUE

En fonction de nombreux critères, saisir la justice pour défendre les droits des personnes concernées.

Suivre la performance du plaidoyer

Les résultats du plaidoyer se mesurent. MDM propose un [catalogue d'indicateurs](#) possibles pour le suivi et l'évaluation de vos interventions. Pendant la construction de votre stratégie de plaidoyer, veuillez prendre en compte ce catalogue pour choisir les indicateurs qui mesurent au mieux votre processus de plaidoyer. [ici](#)

DSSR : Sources légales, mécanismes de redevabilité et cadres de dialogues

Sources et cadres juridiques

- Protocole de Maputo Art 14.2.C
- Engagements Régionaux du Forum Génération Egalité
- Plan d'action de Maputo 2016-2030 de l'Union Africaine
- Lignes directrices OMS

Instances de redevabilité

- L'Union Africaine (Commission Genre, Santé et Jeunesse)
- La Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP)
- Représentation Afrique de l'OMS
- Comité régional Afrique du Forum Génération Egalité
- Commissions Nationales des Droits Humains (CNDH)

Sources et cadres juridiques

- La Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples du 21 juin 1981 ;
- Protocole de Maputo
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de violences (CEDEF)
- Feuille de route CallTo Action VBG

Instances de redevabilité

- L'Union Africaine (Commission Genre, Santé et Jeunesse)
- La Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP)
- Commissions Nationales des Droits Humains (CNDH)

Accès à
l'avortement

ECS

DSSR
mécanismes de
redevabilité

Contraception

DMU / VBG
en contexte
de crise

Cancer
du col de
l'utérus

Sources et cadres juridiques

- Protocole de Maputo Art 12 et 14.1 ;
- La Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA 16-25) ;
- Stratégie pour l'égalité des genres pour CESA 16-25 ;
- Feuille de route de l'Union Africaine ;
- La Charte africaine de la Jeunesse art 7 ; Art 13.3.f ; art 16)
- Plan d'action de Maputo 2016-2030 pour l'opérationnalisation du cadre politique continental pour la santé et les droits sexuels et reproductifs ;
- Engagements des Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
- Engagements du Forum Génération Egalité
- Engagements programmatiques, financiers et politiques FP2030 des Etats
- Conférence Panafricaine de haut niveau sur l'éducation : Déclaration de Nairobi et appel à l'action sur l'éducation 2018
- Engagement ministériel sur l'ECS et les services de SSR pour les adolescents et jeunes en Afrique orientale et Australe (2013)
- Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD), Résolution 2012/1 : les enfants et les adolescents

Instances de redevabilité

- Voir celles de la contraception

Sources et cadres juridiques

- Recommandations et guidelines de l'OMS sur prévention et prise en charge CCU
- Stratégie mondiale de l'OMS sur l'élimination du cancer du col de l'utérus (90-70-90) ;
- Stratégie régionale d'élimination du CCU ;
- Stratégie de financement Fonds Mondial

Instances de redevabilité

- Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP)
- Bureau Régional de l'OMS pour l'Afrique
- Commissions Nationales des Droits Humains (CNDH)

Sources et cadres juridiques

- Protocole de Maputo Art 14.1.C, f;

Instances de redevabilité

- L'Union Africaine (Commission Genre, Santé et Jeunesse)
- Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP)
- Comité régional Afrique du Forum Génération Egalité
- Représentation Afrique de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS)
- Comité régional Afrique du Forum Génération Egalité
- Hub régional du FP2030
- Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS)
- Commissions Nationales des Droits Humains (CNDH)

Espaces de dialogue et de redevabilité à investir

Conférences et cadres de dialogue régionaux	Conférences et cadres de dialogues internationaux
<ul style="list-style-type: none"> • Forum des bonnes pratiques en santé de l'Organisation Ouest Africaine de Santé (OOAS) et de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) • Le Dialogue sur l'Avortement Sécurisé en Afrique Francophone (DASAF) • La Réunion Annuelle du partenariat de Ouagadougou (PO) • Le Think Tank Jeune du Partenariat de Ouagadougou • Forum Génération Égalité et ses représentations dans la région • Le Dialogue régional sur les cancers féminins en Afrique (UICC) • Le Groupe de Travail Thématique pour l'Engagement des Etats d'Afrique de l'Ouest et du Centre pour l'éducation complète à la sexualité (GTT AOC) • La conférence Africaine sur la SSR • Le Hub régional du FP2030 	<ul style="list-style-type: none"> • La conférence internationale pour la planification Familiale • Commission pour la Population et le Développement (CPD, se réunit chaque année au siège de l'ONU à New-York) • La conférence CALL To Action emergency • La conférence Women Deliver (tous les 4 ans) • La commission de la condition de la femme (CSW, se réunit chaque année au siège de l'ONU à New-York)

Au niveau de la région Afrique comme au niveau international, les acteurs de plaidoyer peuvent interpeller les Etats sur la base des engagements pris. Entre autres moyens d'influence et de rappel des engagements aux Etats, les plans d'action de plaidoyer peuvent prévoir la production de rapports alternatifs, le dépôt de plainte suivant des conditions auprès de juridictions communautaires ou des organes de traité au niveau onusien. Plus de détails dans la stratégie plaidoyer DSSR Afrique.

Quelques messages clés de plaidoyer en Afrique

Avortement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Appliquer l'art 14.2.C du protocole de Maputo pour assurer le droit à l'autonomie corporelle des filles et des femmes ; ➤ Adopter le protocole de Maputo pour assurer le respect du droit à l'autonomie corporelle des filles et des femmes ; ➤ L'avortement est un soin de santé ; ➤ L'avortement sûr et légal sauve des vies et contribue à réduire les taux de décès maternels élevés ; ➤ L'inscription de l'auto-soin dans les politiques de santé permet la réalisation d'avortements sécurisés tout en limitant la pression sur le système de santé ; ➤ L'avortement est un droit humain fondamental et universel ; ➤ L'accès à l'avortement est un enjeu mondial ; ➤ La criminalisation de l'avortement augmente les avortements à risques ; ➤ Les restrictions imposées au droit à l'avortement contribuent aux décès des filles et des femmes qui y recourent malgré tout, et se tournent vers des pratiques non sécurisées.
ECS	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Des politiques nationales qui intègrent l'éducation des adolescents.es et jeunes pour la santé permet aux jeunes d'avoir une vie sexuelle consciente et épanouie et de se protéger des maladies et des grossesses non intentionnelles ; ➤ Des programmes scolaires qui intègrent l'éducation des adolescent.es et jeunes et l'offre de méthodes de contraception contribuent à la réduction des grossesses non intentionnelles et de la déperdition scolaire des filles ; ➤ L'épanouissement scolaire des adolescent.e.s et jeunes dépend de politiques éducatives qui intègrent leur droit à l'information vraie sur la santé ;
Contraception	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le libre choix des méthodes de contraception est un droit humain fondamental ; ➤ L'accès aux méthodes de contraception contribue à la réduction de grossesses non intentionnelles ; ➤ L'accès à la contraception d'urgence est un droit humain fondamental ; ➤ L'intégration de la contraception d'urgence dans les politiques de santé sexuelle et reproductive renforce la jouissance équitable et réduit les inégalités d'accès aux produits contraceptifs ;
DMU / VBG en contexte de crise	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 60% de la mortalité maternelle en contexte de crise est évitable. ➤ Le Dispositif Minimum d'Urgence en SSR doit être financé et mis en oeuvre pour un accès effectif à des services de santé complets. ➤ Les violences sexistes mettent des vies en danger et constituent un problème qui pèse sur les droits humains en général et de façon spécifique et accrue sur les droits SR des filles et des femmes
CCU	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le dépistage HPV est un test plus sensible, efficace et plus optimum en terme coût efficacité pour les pays à faibles revenus ; ➤ Le dépistage organisé, une approche adaptée pour une meilleure couverture des femmes ; ➤ L'intégration de l'auto-prélèvement dans les plans nationaux de prévention permet une large couverture de dépistage et donc une détection précoce.

Ressources / annexes de la stratégie de plaidoyer DSSR

[Annexe 1 : Guide de plaidoyer](#)

[Annexe 2 : Cadre de référence DSSR](#)

[Annexe 3 : Livret plaidoyer](#)

[Annexe 4 : Catalogue des indicateurs](#)

[Annexe 5 : Module de formation plaidoyer](#)

[Annexe 6 : Autres Fiches techniques et autres ressources DSSR](#)

si vous avez besoin de plus d'information, écrire à :

W. Cécile THIOMBIANO/YOUGBARE

cecile.yougbare@medecinsdumonde.net

Élise JOISEL

elise.joisel@medecinsdumonde.net



**SOIGNE AUSSI
L'INJUSTICE**